MEL
MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi)

REUNION PUBLIQUE

JEUDI 26 SEPTEMBRE 2024

PROCEDURE DE REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Révision du RLPi Métropolitain

I. RAPPEL REGLEMENTAIRE GENERAL

II. PRESENTATION DE LA REGLEMENTATION DU RLPi ACTUEL

III. LA PROCEDURE DE REVISION

IV. PRESENTATION DES EVOLUTIONS DU DOCUMENT

I. RAPPEL REGLEMENTAIRE GENERAL

LE DROIT DE L'AFFICHAGE = CODE DE L'ENVIRONNEMENT

FINALITE ENVIRONNEMENTALE = PROTECTION DU CADRE DE VIE ET DES PAYSAGES

A CONCILIER AVEC:

- ***LA LIBERTE D'EXPRESSION***

  Article L.581-1 code de l'environnement: *« Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes »*

- ***LA LIBERTE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE***

DONC NE CONCERNE PAS:

- ***LA SECURITE ROUTIERE*** (MEME SI QUELQUE ARTICLES DU CODE DE LA ROUTE CONCERNENT LA PUBLICITE)
- ***LE CONTENU DES MESSAGES***
- ***L'URBANISME***

LES DISPOSITIFS REGLEMENTES

➢ *LA PUBLICITE*

INSCRIPTION, FORME OU IMAGE DESTINÉE À INFORMER LE PUBLIC, OU À ATTIRER SON ATTENTION.

- *Peut être scellée au sol, murale etc.*
- *Soumise a déclaration sauf la publicité numérique soumise a autorisation*

➢ *LA PRE-ENSEIGNE*

INSCRIPTION, FORME OU IMAGE INDIQUANT LA PROXIMITÉ D'UN IMMEUBLE OÙ S'EXERCE UNE ACTIVITÉ DÉTERMINÉE.

- *Se dissocie matériellement du lieu de l'activité.*
- *Même régime juridique que la publicité. (sauf hors agglomération pour quelques préenseignes dérogatoires ou temporaires)*

➢ *L'ENSEIGNE*

INSCRIPTION, FORME OU IMAGE APPOSÉE SUR UN IMMEUBLE OU UN TERRAIN ET RELATIVE À UNE ACTIVITÉ QUI S'Y EXERCE.

- *Uniquement sur l'emprise de l'activité concernée*
- *Soumises à autorisation*

LES DISPOSITIFS REGLEMENTES

- ***L'AFFICHAGE ADMINISTRATIF ET JUDICIAIRE***

- ***L'AFFICHAGE D'OPINION ET LA PUBLICITÉ RELATIVE AUX ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF***

MISE À DISPOSITION D'UNE SURFACE TOTALE PROPORTIONNELLE AU NOMBRE DE LA POPULATION ET RÉPARTIE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Règle : emplacement déterminé par arrêté du maire.

1° 4 mètres carrés pour les communes de moins de 2 000 habitants

2° 4 mètres carrés plus 2 mètres carrés par tranche de 2 000 habitants au-delà de 2 000 habitants, pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants ;

3° 12 mètres carrés plus 5 mètres carrés par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants, pour les autres communes.

Tout point situé en agglomération doit se trouver a moins d'1km d'un emplacement

LES DISPOSITIFS REGLEMENTES

➢ *LA PUBLICITÉ SUR MOBILIER URBAIN*

INSTALLATIONS SITUÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC OU UNE DÉPENDANCE DU DOMAINE PUBLIC À DES FINS DE COMMODITÉ POUR LES USAGERS (POUBELLES, RÉVERBÈRES, BANC, MOBILIERS D'INFORMATION.. …)

Mais le code de l'environnement ne fixe que 5 catégories de mobilier urbain pouvant recevoir de la publicité :

> *Les abris destinés au public*

> *Les kiosques à usage commercial*

> *Les colonnes porte-affiches*

> *Les mâts porte-affiches*

> *Les mobiliers destinés à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*

QUELQUES PRINCIPES DE LA REGLEMENTATION NATIONALE

- **LES RÈGLES S'APPLIQUENT AUSSI BIEN SUR LE DOMAINE PUBLIC OU LE DOMAINE PRIVÉ, AUX DISPOSITIFS EXTERIEURS VISIBLES DE TOUTE VOIE OUVERTE À LA CIRCULATION PUBLIQUE**

- **C'EST LE MAIRE QUI A LE POUVOIR DE POLICE DE L'AFFICHAGE EXTERIEUR**

- **UNE REGLEMENTATION QUI TIENT COMPTE DES CARACTERISTIQUES DES COMMUNES**

  - Une règlementation spécifique aux agglomérations de + de 10 000 habitants ou de – de 10 000 habitants mais rattachées à une unité urbaine*
  - Une règlementation spécifique aux agglomérations de – de 10 000 habitants non rattachées à une unité urbaine*

- **UNE REGLEMENTATION QUI FIXE DES INTERDICTIONS…**

  - **ABSOLUES** = Interdiction publicité **hors agglomération** (sauf pré-enseignes dérogatoires, publicité dans aéroport…), sur les immeubles classes monuments historiques, **sur les arbres, les feux rouges, sur les murs ou les clôtures non aveugles** etc.
  - **RELATIVES CAR UN RLP PEUT REINTRODUIRE DE LA PUBLICITE** = Aux abords des monuments historiques (si covisibilité dans un rayon de 500 mètres),dans les sites inscrits ,dans les sites patrimoniaux remarquables (Ex AVAP, secteurs sauvegardés, ZPPAUP)

A QUOI SERT UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE ?

- **UN RLP PERMET D'ADAPTER LA RÈGLEMENTATION NATIONALE À UN CONTEXTE LOCAL**

- **UN SEUL OBJECTIF : LA PROTECTION DES PAYSAGES ET DU CADRE DE VIE**

La prise en compte de la sécurité routière, du contenu des messages etc. relève d'autres législations (Loi Évin par exemple)

- **ADAPTATION DE LA RÉGLEMENTATION NATIONALE, DE FAÇON PLUS RESTRICTIVE, À UN CONTEXTE LOCAL.**

SEULE EXCEPTION : les lieux d'interdiction relative (périmètres monuments historiques, ex ZPPAUP,…) ou le règlement peut venir assouplir l'interdiction de publicité pour réintroduire par exemple du mobilier urbain publicitaire (abribus, etc..)

- **POSSIBILITE DE MODULER LES REGLES EN FONCTIONS DES SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES (CREATION DE DIFFERENTS ZONAGES)**

- **IMPOSSIBLE D'INTERDIRE TOTALEMENT LES DISPOSITIFS SOUMIS À AUTORISATION = PUBLICITE NUMÉRIQUE PAR EXEMPLE**

- **DÉLAI DE MISE EN CONFORMITÉ À COMPTER DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RLP = 2 ANS POUR LES PUBLICITÉS, 6 ANS POUR LES ENSEIGNES**

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

II. PRESENTATION DE LA REGLEMENTATION DU RLPI

LE PREMIER RLPi DE LA MEL

- **30 COMMUNES DISPOSAIENT D'UN RLP**

- **LA LOI DU 12 JUILLET 2010 PORTANT ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT A TRANSFÉRÉ À LA MEL LA COMPÉTENCE POUR ÉLABORER UN RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ (RLP).**

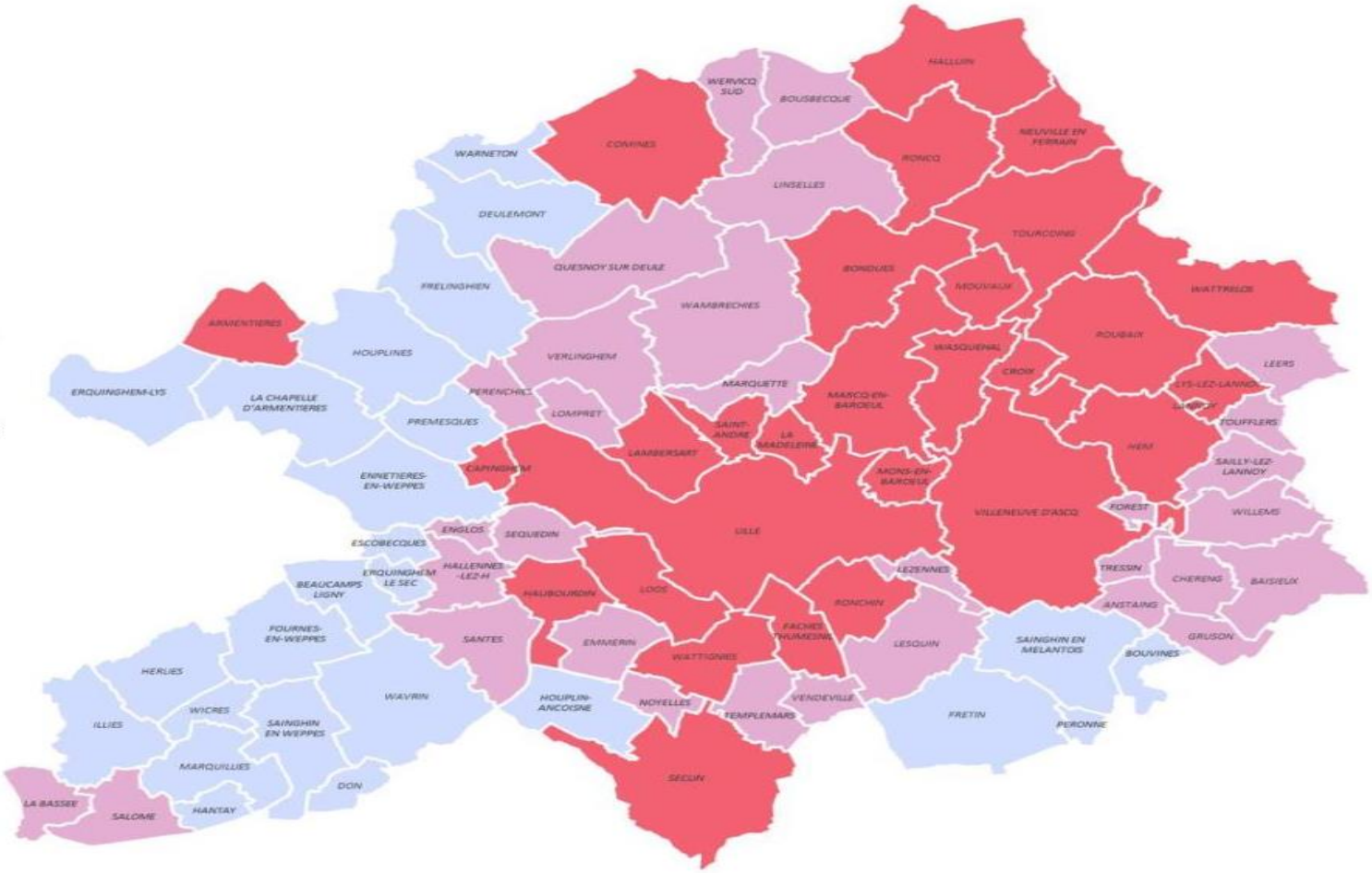
- **3 OBJECTIFS FIXES PAR LA DELIBERATION DE PRESCRIPTION DE 2013**

- **ENTREE EN VIGUEUR DU PREMIER RLP DE LA MEL SUR 85 COMMUNES LE 18 JUIN 2020**
  - **https://documents-rlpi.lillemetropole.fr/RLPi_Accueil.html**

TYPOLOGIE DES 85 COMMUNES ACTUELLEMENT COUVERTES PAR LE RLPI

Communes :

- **+ 10 000 habitants** faisant partie ou non de l'unité urbaine
- **- 10 000 habitants** faisant partie de l'unité urbaine
- **- 10 000 habitants** ne faisant pas partie de l'unité urbaine



**Unité urbaine = L'unité urbaine au sens de l'INSEE est une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.*

LA REGLEMENTATION NATIONALE SELON LA TYPOLOGIE DES COMMUNES AU MOMENT DE L'ELABORATION DU 1ER RLP…

	Murale	Scellée au sol	Numérique
- 10 000 habitants ne faisant pas partie de l'unité urbaine	4m² Hauteur 6m	interdit	interdit
- 10 000 habitants faisant partie de l'unité urbaine	12m² Hauteur 7,5m	12m² Hauteur 6m	8m² Hauteur 6m
+ 10 000 habitants faisant partie ou non de l'unité urbaine	12m² Hauteur 7,5m	12m² Hauteur 6m	8m² Hauteur 6m

NB: Règlementation nationale des publicités et pré-enseignes applicable lors de l'entrée en vigueur du RLP métropolitain

…TRADUITE DANS LE ZONAGE RLPI

	- 10 000 habitants faisant partie de l'unité urbaine + 10 000 habitants faisant partie ou non de l'unité urbaine	- 10 000 habitants ne faisant pas partie de l'unité urbaine
Sites de haut intérêt paysager, périmètre Monuments Historiques…	ZP1	ZP4
Secteurs à dominante résidentielle ou mixte	ZP2	ZP5
Secteurs d'activités économiques, notamment commerciales	ZP3	

EXEMPLE DE RESTRICTIONS APPORTÉES PAR LE RLPI

	MURALE	SCELLEE AU SOL	NUMERIQUE
REGLEMENTATION NATIONALE 	**12m²**	**12m²**	**8m²**
ZONE DE PUBLICITE n°1* Sites de haut intérêt paysager, périmètre Monuments Historiques…	**INTERDITE** sauf sur Roubaix (ZP1A) et Tourcoing (ZP1B) = limitée à 8 m² d'affichage et à 10,60 m² avec encadrement et non numérique	**INTERDITE** sauf sur Tourcoing (ZP1B) = limitée à 8 m² d'affichage et à 10,60 m² avec encadrement et non numérique	**INTERDITE**
ZONE DE PUBLICITE n°2 Secteurs à dominante résidentielle ou mixte	**10,60 M² AVEC ENCADREMENT (DONT 8 M² D'AFFICHAGE)**	**INTERDITE**	**2,1m² UNIQUEMENT MURALE**
ZONE DE PUBLICITE n°3 Secteurs d'activités économiques, notamment commerciales	**10,60 M² AVEC ENCADREMENT (DONT 8 M² D'AFFICHAGE)**	**10,60 M² AVEC ENCADREMENT (DONT 8 M² D'AFFICHAGE)**	**8m²**

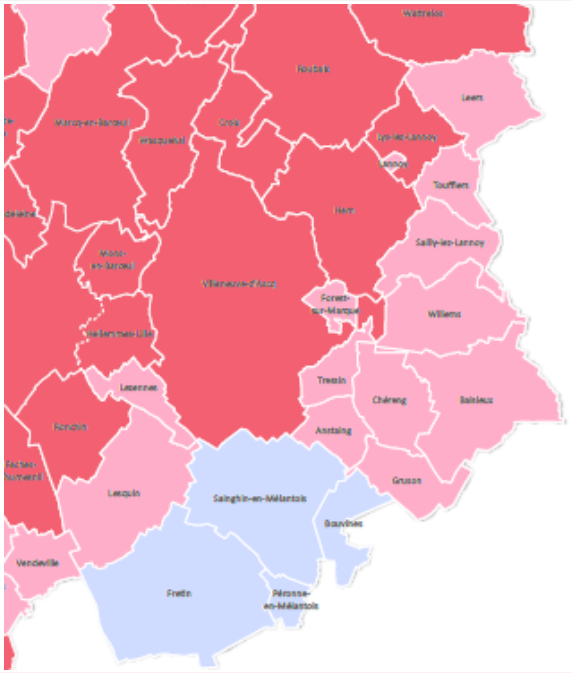
*** Seuls les mobiliers urbains publicitaires sont autorisés (abribus, mobilier information générales ou locales, kiosques etc..)**

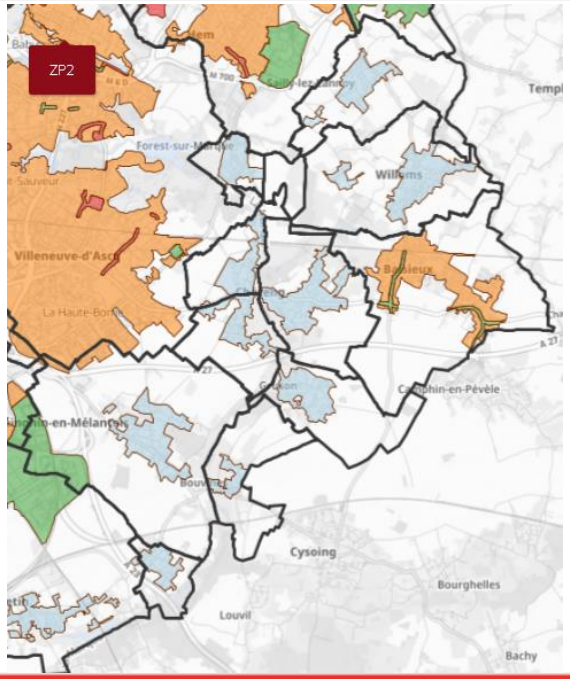
CAS DU RATTACHEMENT À UNE UNITÉ URBAINE

- **Certaines communes de moins de 10 000 habitants rattachées a une unité urbaine (normalement, choix entre ZP1, ZP2 et ZP3) ont exprimé la volonté de bénéficier du régime plus protecteur des communes non rattachées à une unité urbaine (ZP4, ZP5)**

ANSTAING, CHERENG, FOREST-SUR-MARQUE, GRUSON, LINSELLES, NOYELLES LES SECLIN, QUESNOY-SUR-DEULE, SAILLY-LES-LANNOY,TRESSIN, WILLEMS et SALOME

Ces choix , justifiés par les spécificités du territoire, assurent une meilleur cohérence du document

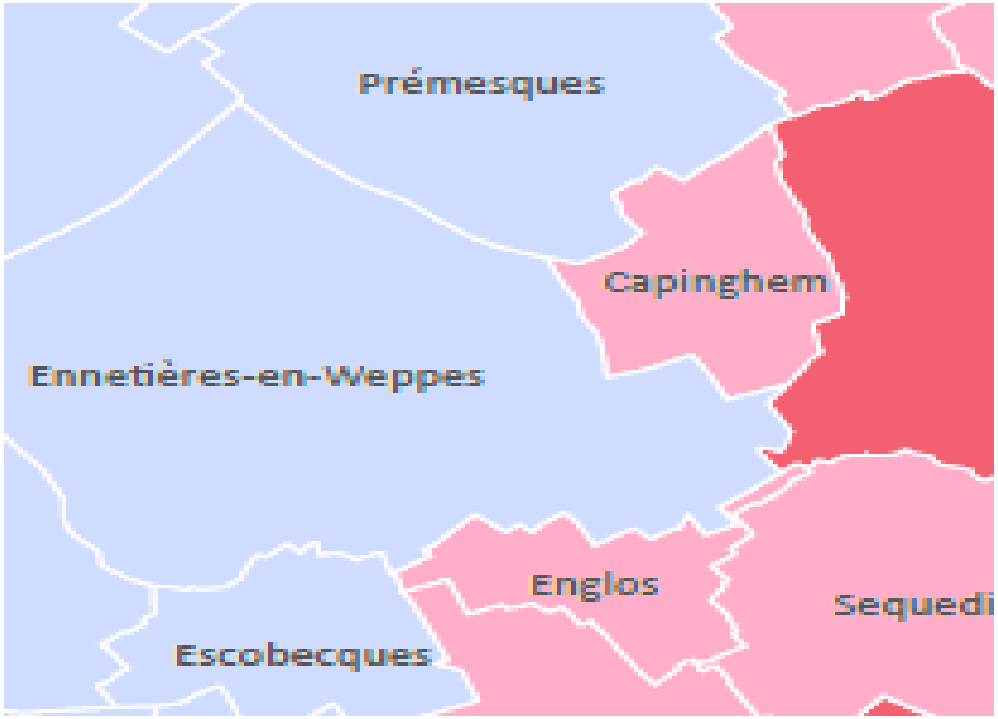


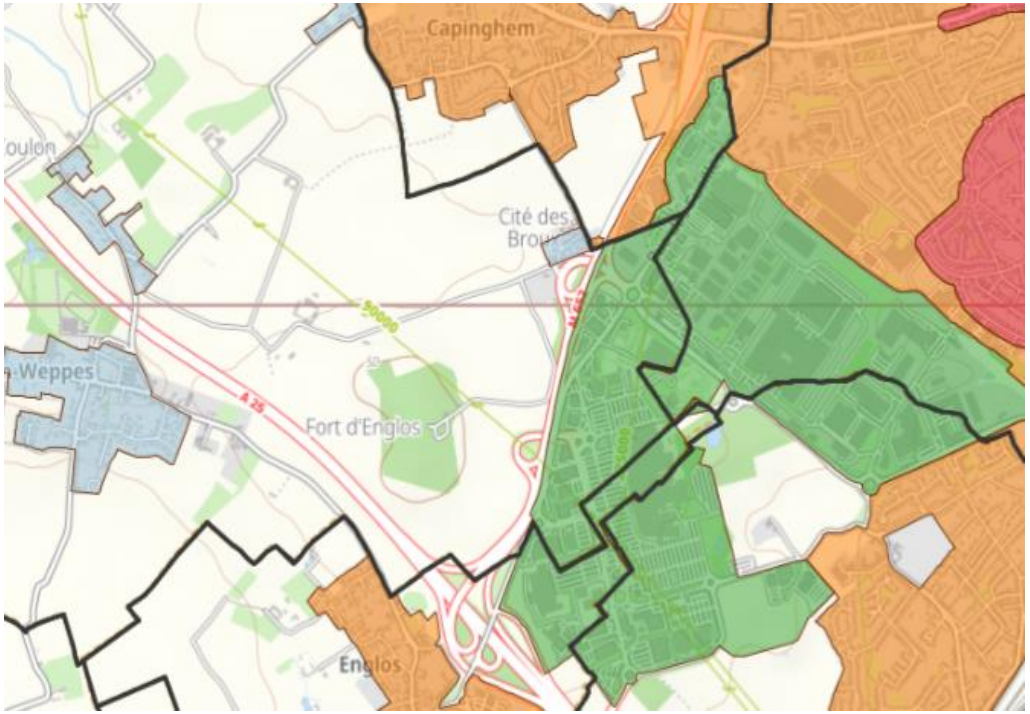


CAS DU RATTACHEMENT À UNE UNITÉ URBAINE

- **Inversement, rattachement à une unité urbaine (avec application de la ZP3) de certaines parties de territoire normalement hors unité urbaine (normalement, choix entre ZP4 ou ZP5)**

FRETIN pour le Centre Régional de Transport (CRT), ENNETIÉRES EN WEPPES pour la partie Auchan Englos





AUTRES EXEMPLES DE RESTRICTIONS DU RLPi

➢ ELARGISSEMENT DE LA PERIODE D'EXTINCTION NOCTURNE

Extinction des publicités lumineuses de 23 h à 7 h (avec des exceptions pour les mobiliers urbains publicitaires) soit une plage horaire plus étendue que l'obligation nationale d'extinction nocturne entre1 h et 6 h

➢ LIMITE D'IMPLANTATION DES DISPOSITIFS MURAUX

Interdiction de dépasser l'égout du toit le plus bas

AUTRES EXEMPLES DE RESTRICTIONS DU RLPi

- **LIMITATION DU NOMBRE DES ENSEIGNES SCELLÉES AU SOL OU INSTALLÉES DIRECTEMENT SUR LE SOL DONT LA SURFACE EST INFÉRIEURE OU ÉGALE À 1 M²**

En l'absence de limitation dans le code de l'environnement, le RLPi vient limiter à 2 dispositifs par établissement.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

III. PROCEDURE DE REVISION DU RLPI

OBJECTIFS DE LA REVISION
=
ADAPTER LE DOCUMENT SANS REMETTRE EN CAUSE L'ECONOMIE GENERALE

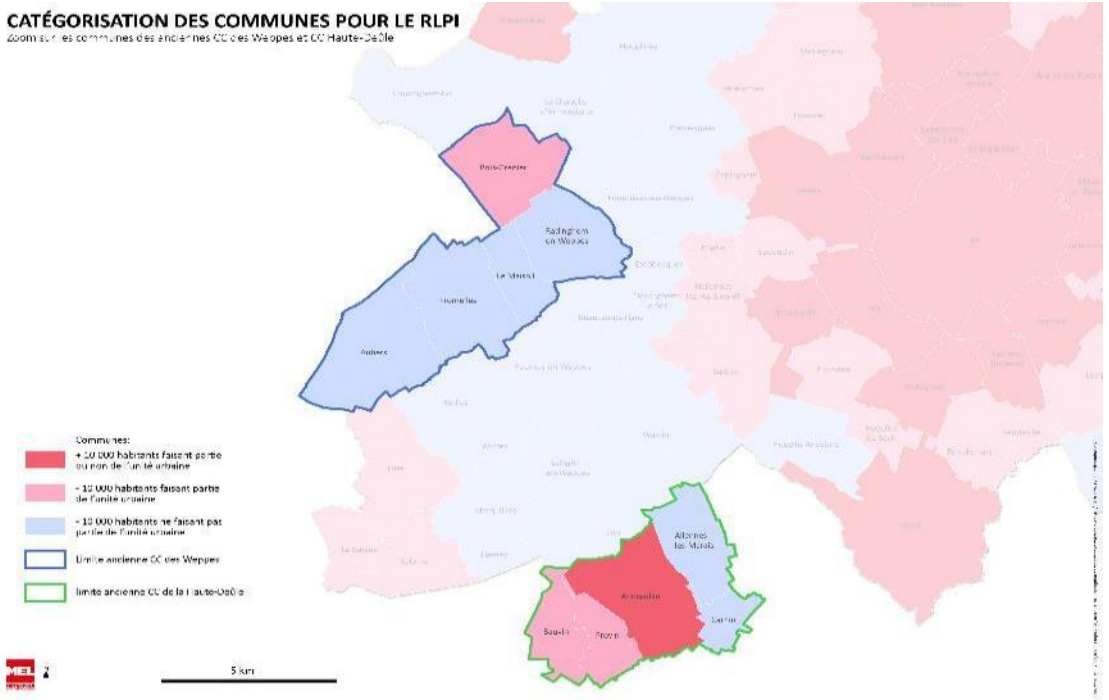
- **ETENDRE L'APPLICATION DU RLPi AUX COMMUNES NON COUVERTES ACTUELLEMENT**
- **TENIR COMPTE DU JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE EN DATE DU 03 AVRIL 2023**
- **TENIR COMPTE DES ÉVOLUTIONS RÈGLEMENTAIRES NOTAMMENT CELLES DE LA LOI CLIMAT ET RESILIENCE DU 22 AOUT 2021**

ETENDRE L'APPLICATION DU RLPi AUX COMMUNES NON COUVERTES ACTUELLEMENT

- **LORS DE LA PRESCRIPTION DU PREMIER RLPi, LA MEL COMPTAIT 85 COMMUNES**
- **IL CONVIENT DES LORS D' ÉTENDRE L'APPLICATION DU RLPI AUX 10 COMMUNES DE L'EX-CCHD ET DE L'EX-CC DES WEPPES QUI ONT REJOINT LA MEL**

Communes concernées :

- Bois-Grenier, Aubers, Fromelles, Le Maisnil et Radinghem en Weppes (CC Weppes)
- Allènes les Marais, Annœullin, Bauvin, Carnin et Provin (CCHD)



TENIR COMPTE DU JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE EN DATE DU 03 AVRIL 2023

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

- **RECOURS DU SYNDICAT NATIONAL DE LA PUBLICITÉ NUMÉRIQUE (SNPN) LE 13 FÉVRIER 2020 POUR DEMANDER AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF L'ANNULATION DU RLPi**

- **LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE A RENDU SON JUGEMENT LE 03 AVRIL DERNIER**

- **SI LE JUGE A ÉCARTÉ LA MAJORITÉ DES MOYENS SOULEVÉS À L'ENCONTRE DU RLPI MÉTROPOLITAIN, IL A CEPENDANT CENSURÉ PARTIELLEMENT LE DOCUMENT SUR <u>DEUX POINTS</u>**

TENIR COMPTE DU JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE EN DATE DU 03 AVRIL 2023

- **ANNULATION DU CLASSEMENT DE CERTAINES ZONES EN ZONE DE PUBLICITÉ 3 (ZP3)**

Le juge censure le classement de zones résidentielles en zone de publicité n°3 (ZP3) sur les communes d'Armentières, de Croix, de Leers, de Lys-lez-Lannoy, de Marquette, de La Madeleine, de Marcq-en-Barœul, de Saint-André, de Toufflers, d'Hallennes-lez-Haubourdin, d'Haubourdin et de Wattignies

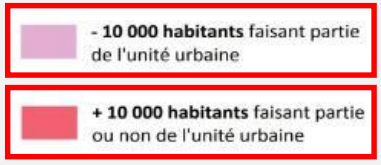
- **ANNULATION EN ZP3 DES RÈGLES LIMITANT LE NOMBRE DE DISPOSITIFS SCELLES AU SOL LORSQUE LA FAÇADE SUR RUE EST INFERIEURE À 25 MÈTRES (hors agglomérations de Lille et Hellemmes)**

- **DANS L'ATTENTE DE LA REVISION DU RLPI, LA REGLEMENTATION NATIONALE S'APPLIQUE**

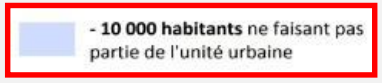
TENIR COMPTE DES ÉVOLUTIONS RÈGLEMENTAIRES NOTAMMENT CELLES DE LA LOI CLIMAT ET RESILIENCE DU 22 AOUT 2021

➢ **DEPUIS L'ENTREE EN VIGUEUR DU RLPI LE 18 JUIN 2020, LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE DU DROIT DE L'AFFICHAGE A EVOLUE…**

➢ **LE DÉCRET N° 2023-1007 DU 30 OCTOBRE 2023 A MODIFIE LA TAILLE DES DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRE-ENSEIGNES**

- 

= Passage de 12m² (10,60 actuellement dans le RLPi) à 10,50m²
(valable également pour les enseignes scellées au sol)

- 

= Passage de 4m² a 4,70 m²

TENIR COMPTE DES ÉVOLUTIONS RÈGLEMENTAIRES NOTAMMENT CELLES DE LA LOI CLIMAT ET RESILIENCE DU 22 AOUT 2021

➢ **LA LOI CLIMAT ET RESILIENCE DU 22 AOUT 2021 AUTORISE DORENAVANT LES RLP A VENIR REGLEMENTER LES ECRANS NUMERIQUES DERRIERE LES VITRINES**

- Historiquement, le droit de l'affichage ne concernait que **l'affichage extérieur.** Un RLP ne pouvait pas fixer de règles pour les dispositifs installés a l'intérieur (dispositifs dans les stations de métro, derrière les vitrines des magasins…)

- La Loi Climat et Résilience vient ouvrir le champ d'intervention du RLP aux : *« publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial (…) et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique »*

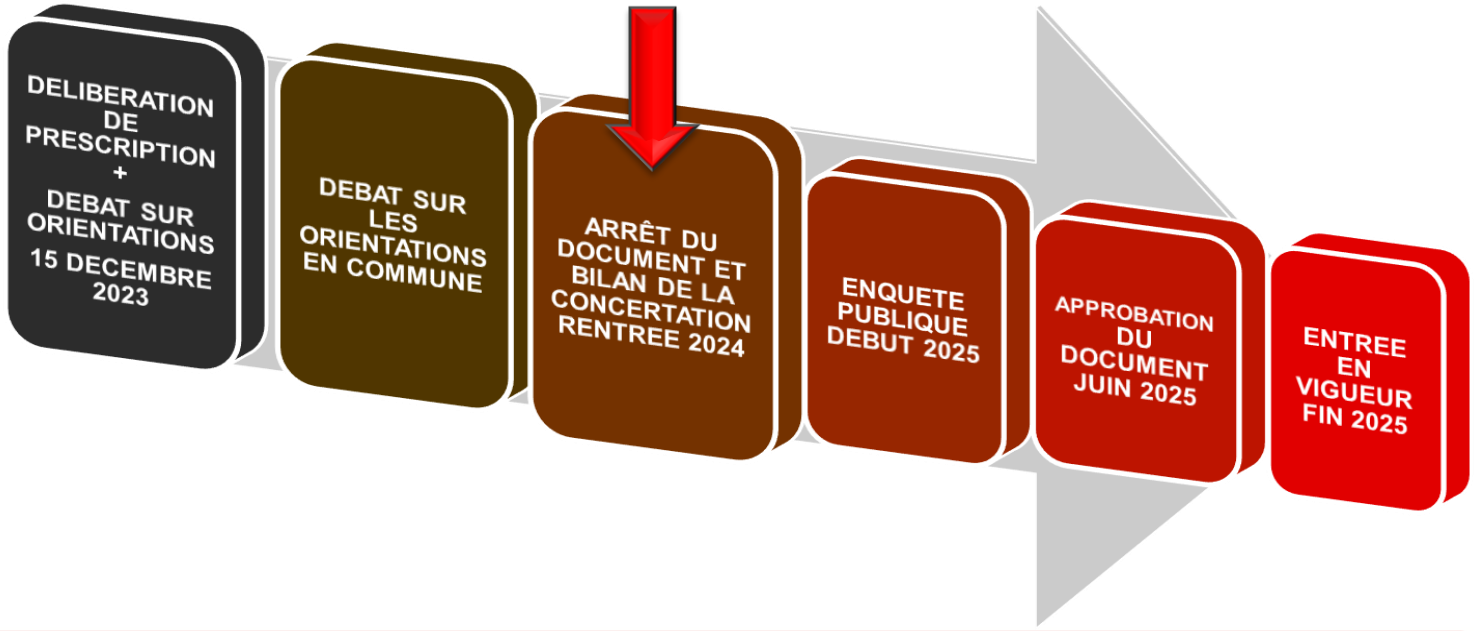
➢ **LE FUTUR RLP POURRA DORENAVANT FIXER DES PRESCRIPTIONS : *« EN MATIÈRE D'HORAIRES D'EXTINCTION, DE SURFACE, DE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ET DE PRÉVENTION DES NUISANCES LUMINEUSES. »***

POINT SUR LA PROCEDURE DE REVISION

- **LES PROCEDURES D'ELABORATION, DE MODIFICATION OU DE REVISION DES RLP SONT CALQUEES SUR CELLES DES PLANS LOCAUX D'URBANISME**

(Délibération de prescription , débat sur orientations, délibération d'arrêt du document et bilan de la concertation, enquête publique, délibération d'approbation…)

PLANNING PRÉVISIONNEL DE LA PROCÉDURE



ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

IV. PRESENTATION DES EVOLUTIONS DU DOCUMENT

PRINCIPALES MODIFICATIONS /

PRESENTATION DES EVOLUTIONS DU REGLEMENT ET DES CARTOGRAPHIES

https://www.registre-numerique.fr/rlp-mel/documents

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

-

VERSION PROVISOIRE
AVANT : APPROBATION DECEMBRE 2019
APRES : PROPOSÉ POUR APPROBATION OCTOBRE 2024

▶ **RÈGLEMENT ÉCRIT**

- TITRE 1. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITES ET PREENSEIGNES
- TITRE 2. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES
- TITRE 3. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITÉS LUMINEUSES ET AUX ENSEIGNES LUMINEUSES SITUÉES À L'INTÉRIEUR DES VITRINES OU DES BAIES D'UN LOCAL À USAGE COMMERCIAL

▶ **PLAN DES ZONES DE PUBLICITÉ**

REGLEMENT

PRINCIPALES MODIFICATIONS /

REGLEMENT

- **FORMAT MAXIMUM DE 10,60 M² À 10,50 M²**

Décret n° 2023-1007 du 30 octobre 2023

- **HARMONISATION DES RÈGLES DE DENSITÉ POUR L'ENSEMBLE DES COMMUNES:**

➢ Règle en ZP2 : 1 seul dispositif mural par façade

➢ Règles en ZP3 :

Longueur de façade sur rue de l'unité foncière		
inférieure à 25 mètres	**égale ou supérieure à 25 mètres et inférieure à 40 mètres**	**égale ou supérieure à 40 mètres**
1 seul dispositif mural	1 dispositif mural ou 1 dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol	2 dispositifs muraux non lumineux ou supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ou 1 dispositif mural lumineux autre que supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ou 2 dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol

PRINCIPALES MODIFICATIONS /

REGLEMENT

- **MODIFICATION DES EXCEPTIONS À LA RÈGLE D'EXTINCTION DES PUBLICITÉS LUMINEUSES ENTRE 23 HEURES ET 7 HEURES. CETTE RÈGLE NE S'APPLIQUE PAS :**

Décrets n° 2022-1294 du 5 octobre 2022 et n° 2023-1409 du 29 décembre 2023

- Au mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, à condition, pour ce qui concerne les publicités numériques, qu'elles soient à images fixes.

- Aux publicités lumineuses installées sur l'emprise des aéroports et des marchés d'intérêt national

PRINCIPALES MODIFICATIONS /

REGLEMENT

- **EVOLUTION REGLES SUR LILLE, LOMME et HELLEMMES**

➢ Intégration de la ville de LOMME aux dispositions applicables a LILLE et HELLEMMES

➢ Précision des dispositions pour les dispositifs de publicité scellés au sol et implantés sur des unités foncières situées dans des zones de publicité différentes =

La règle de calcul se fait pour une façade **sur rue**

➢ Précision sur les règles des enseignes

➢ Non application des exceptions aux règles d'extinction des publicités lumineuses

PRINCIPALES MODIFICATIONS /

REGLEMENT

- **INTRODUCTION D'UN NOUVEAU CHAPITRE RELATIF AUX ECRANS DERRIERE LES VITRINES**

Loi Climat et Résilience du 22 aout 2021

PROPOSITION ISSUE DES ATELIERS TECHNIQUES :

- Ne peuvent excéder 20% de la surface totale des vitrines et baies du local dans la limite de 1 m2 de surface cumulée par établissement.

- Exceptions pour les établissements culturels (cinémas, etc.), aux dispositifs intégrant un terminal de paiement, aux équipements sportifs

- Même règle extinction horaire que dispositifs extérieurs (23h a 7h)

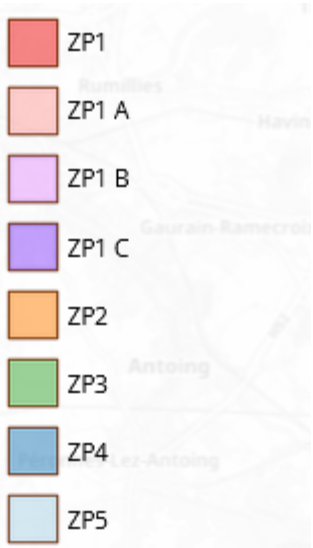
ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

ZONAGES

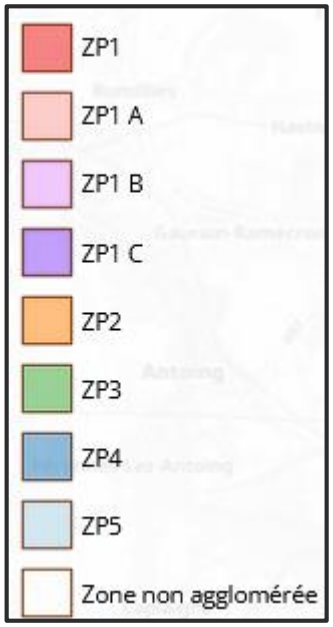
ZONAGES DES COMMUNES CENSUREES

- Le juge a censuré l'application trop large du zonage ZP3 pour erreur manifeste d'appréciation
- Ateliers de travail avec les communes + rencontres en communes = traduction des nouveaux choix dans les débats communaux sur les orientations du document
- Travail intercommunal sur protection des bords de Deûle (ZP1) comme pour les Grands Boulevards

PROTECTION DE LA DEULE



EXEMPLE DE REDEFINITION DES ZONAGES
LA MADELEINE



PRINCIPALES MODIFICATIONS /

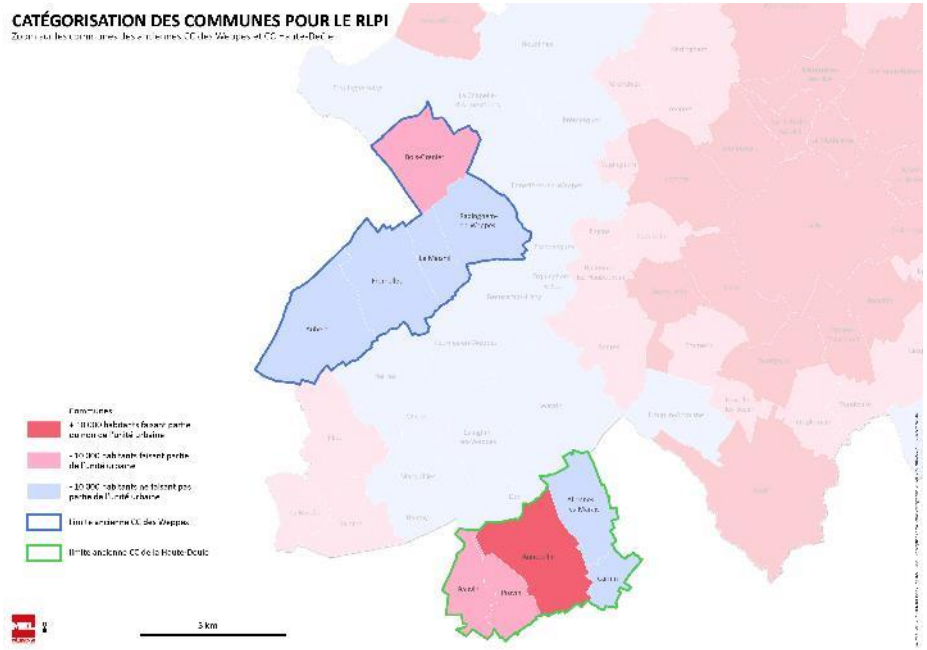
ZONAGES DES COMMUNES NON COUVERTES

- A l'instar du premier RLP, choix des communes moins de 10000 habitants rattachées à une unité urbaine de bénéficier de la même protection que les communes voisines hors unité urbaine

= Bois Grenier, Bauvin, Provin (ZP4 et ZP5)

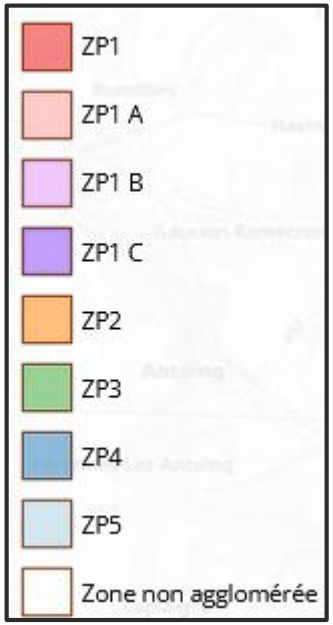
- Cas spécifique ANNOEULLIN (+ de 10000 hab.)

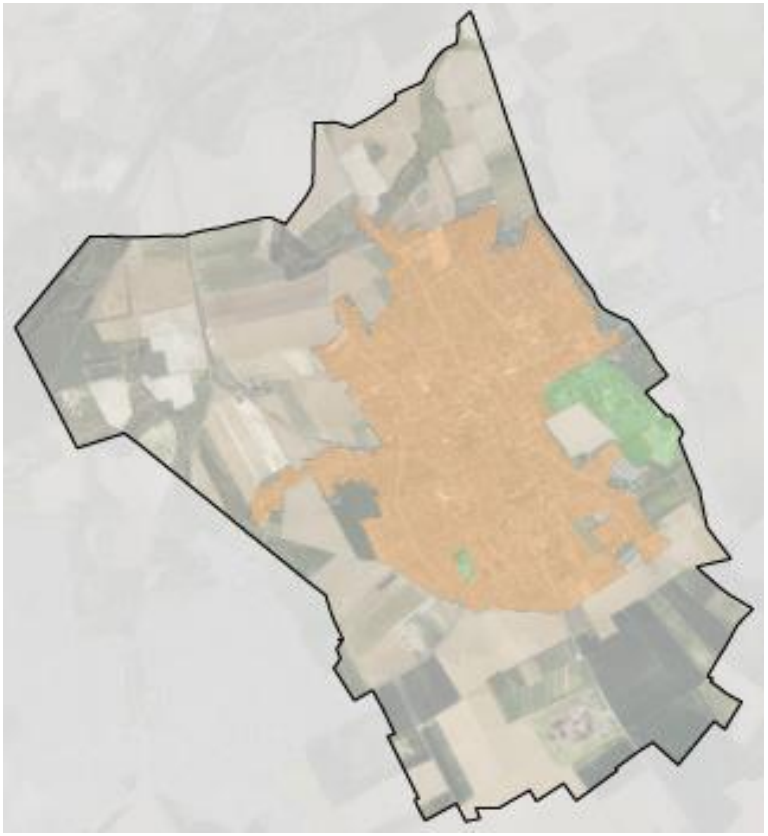
(ZP1, ZP2 et ZP3)



PRINCIPALES MODIFICATIONS /

ANNOEULLIN (+ de 10 000 habitants)





PRINCIPALES MODIFICATIONS /

BAUVIN

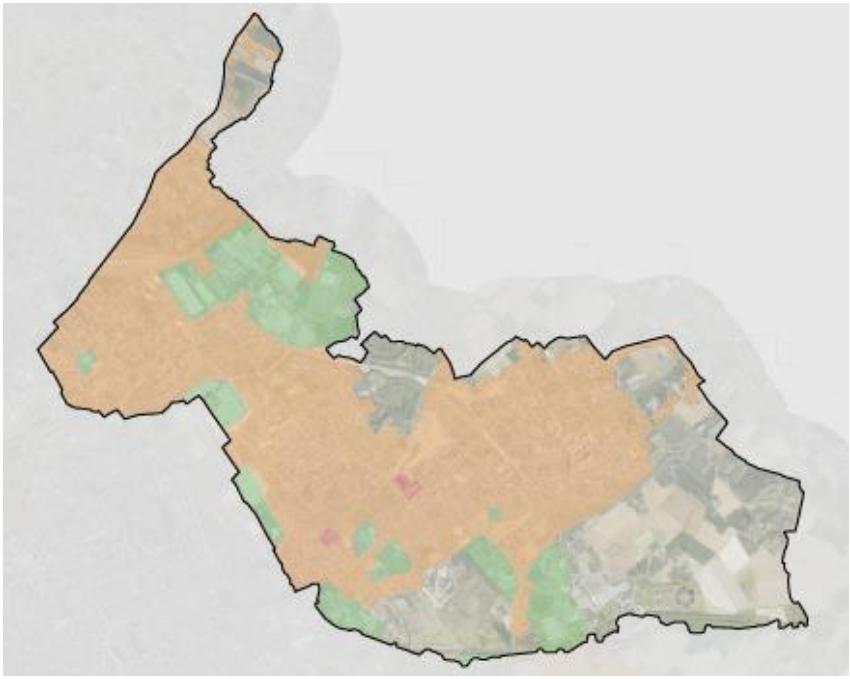
ZP1
ZP1 A
ZP1 B
ZP1 C
ZP2
ZP3
ZP4
ZP5
Zone non agglomérée

AUTRES CORRECTIONS

PRINCIPALES MODIFICATIONS /

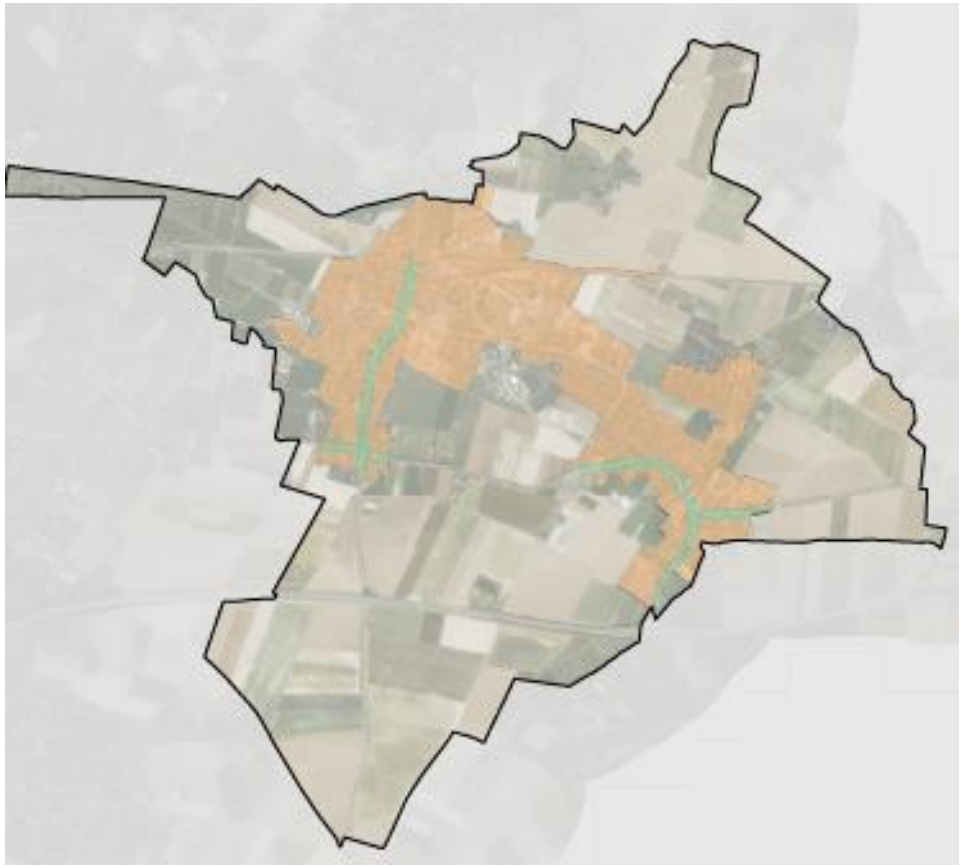
WATTRELOS

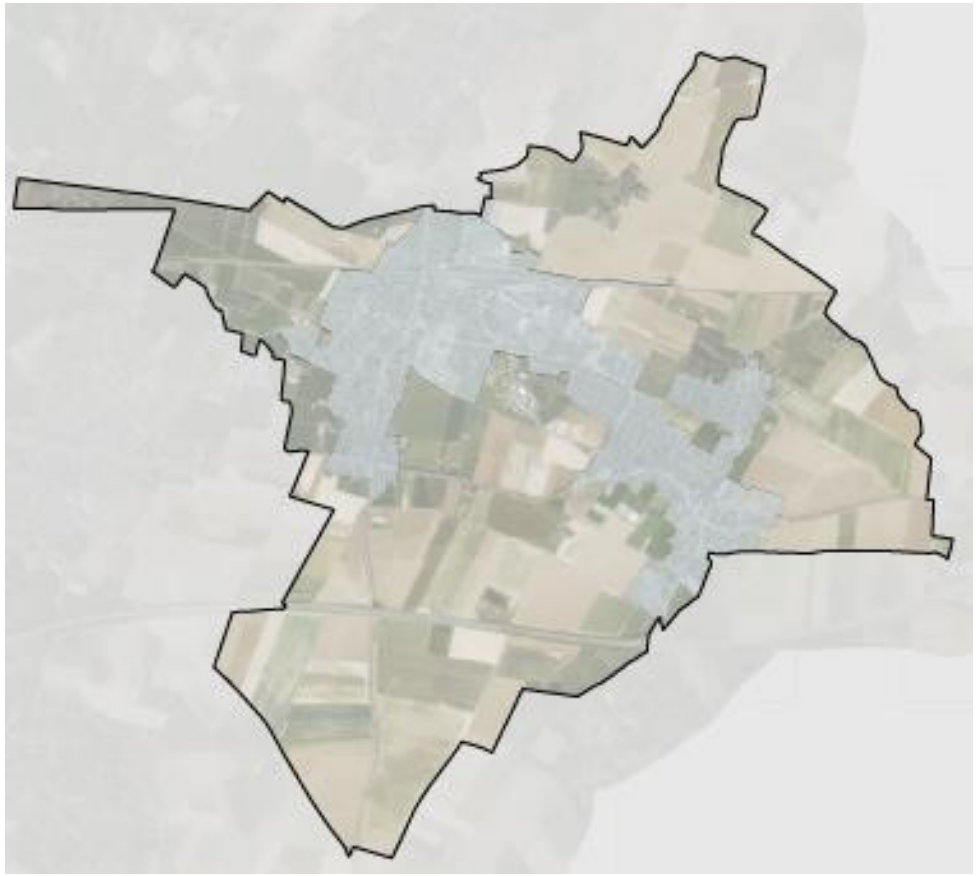
correction du zonage ZP3 sur toute la commune



PRINCIPALES MODIFICATIONS /

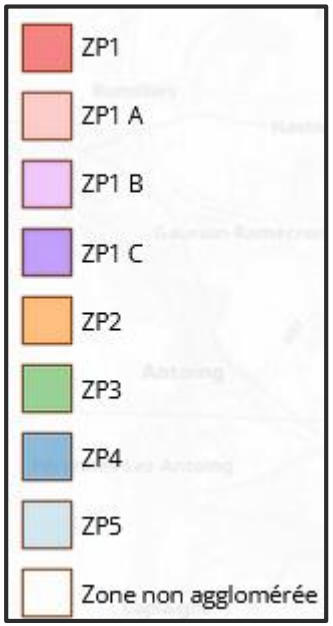
BAISIEUX Cohérence avec les communes rurales rattachées unité urbaine

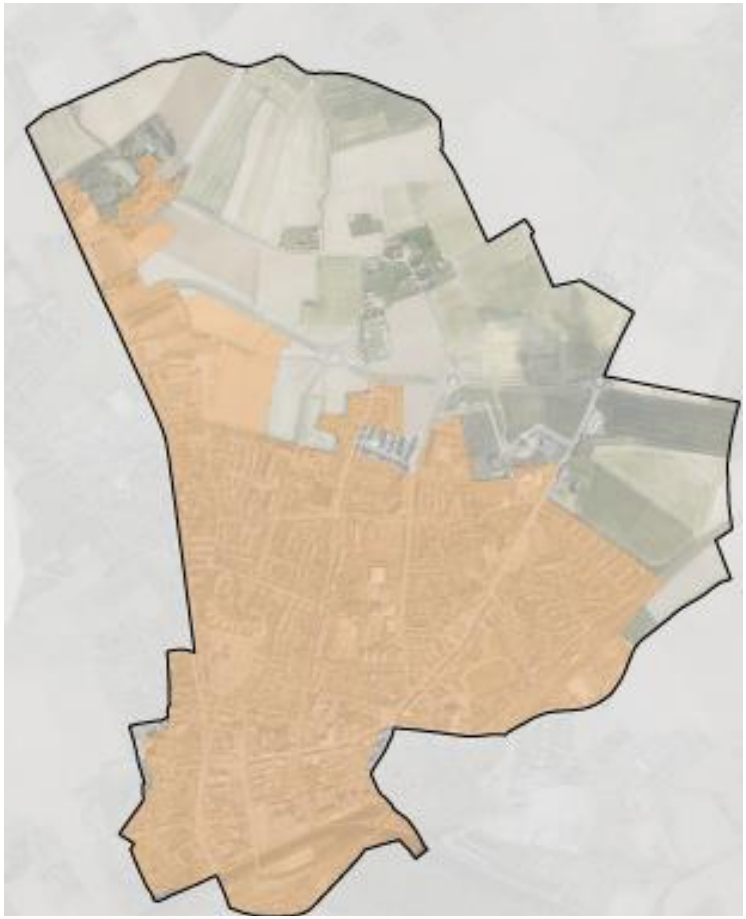


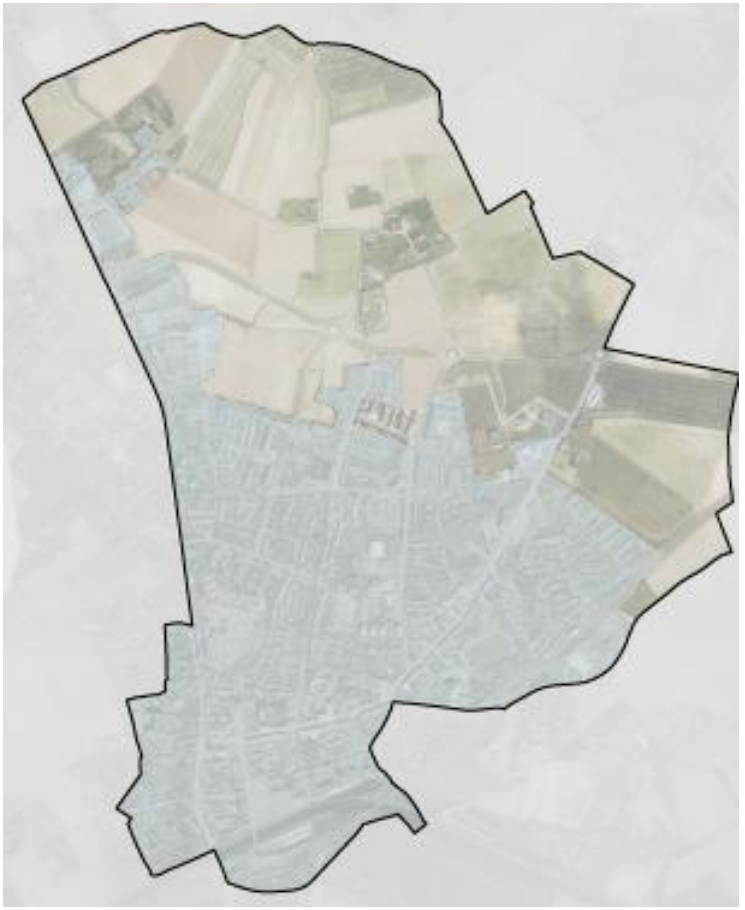


PRINCIPALES MODIFICATIONS /

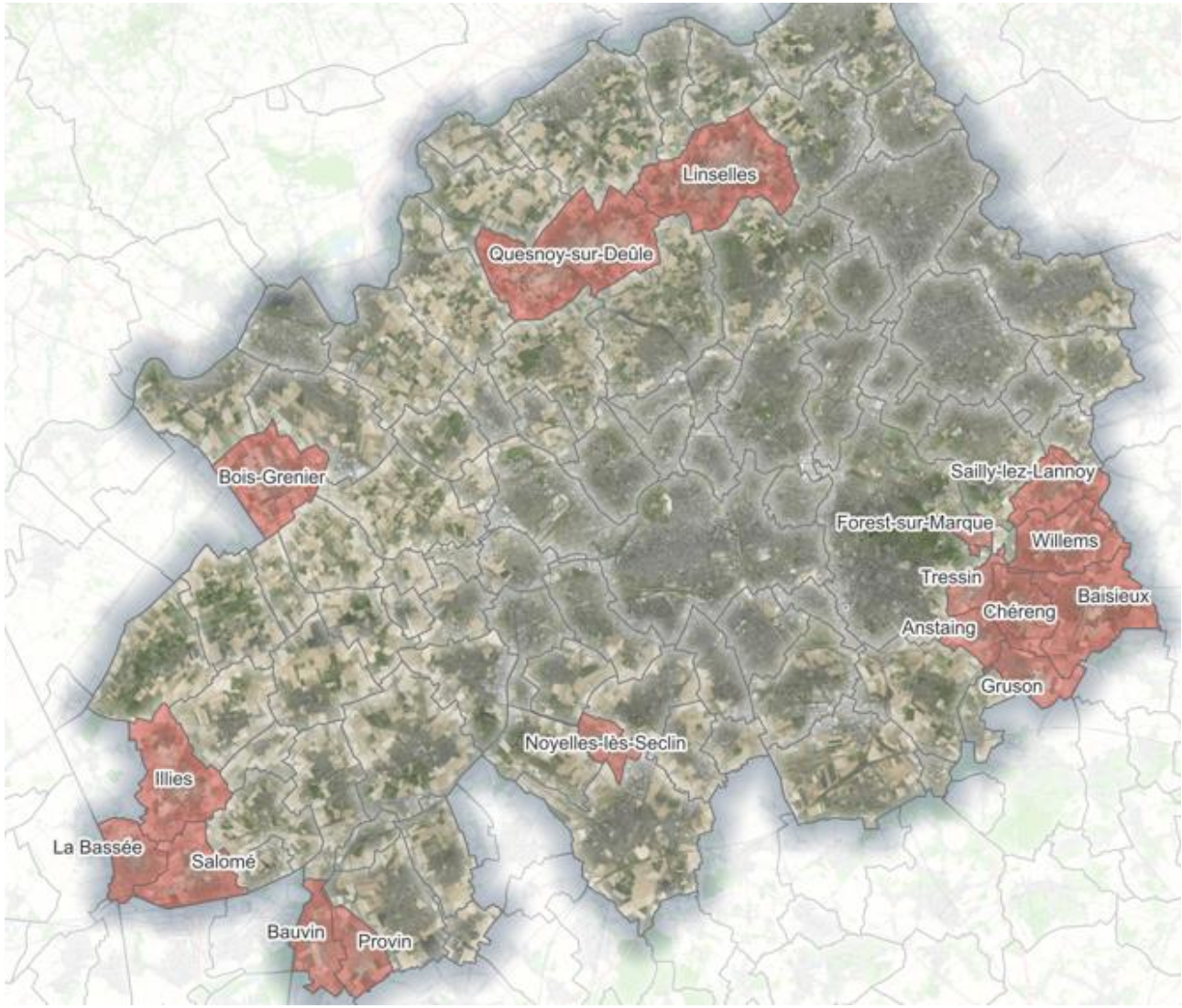
LA BASSEE Cohérence avec les communes rurales rattachées unité urbaine





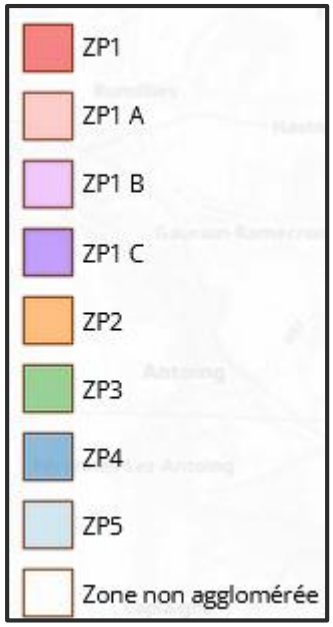


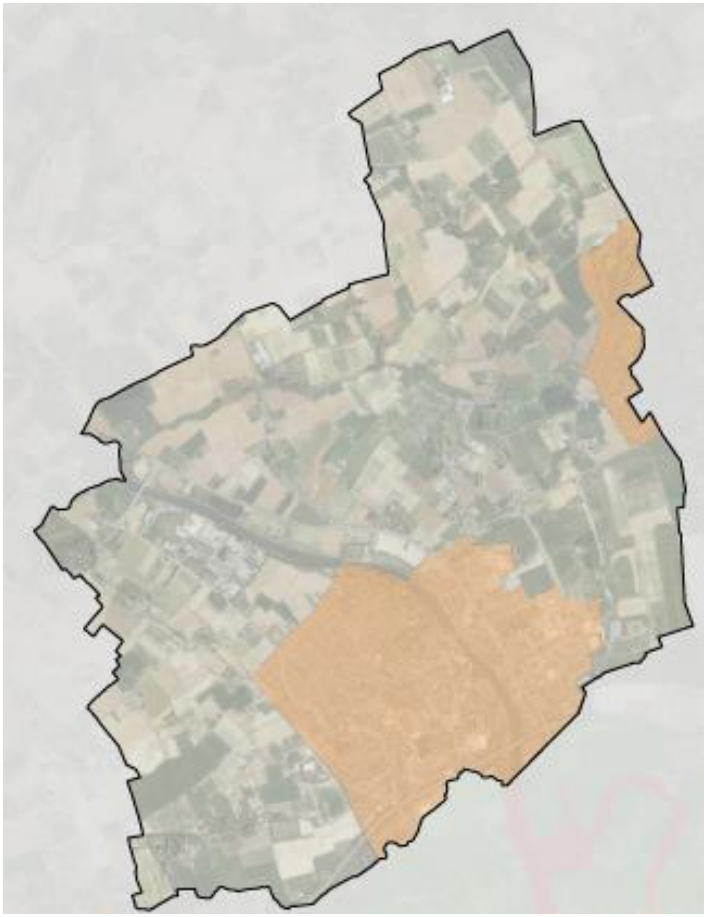
LES COMMUNES AVEC STATUT PLUS PROTECTEUR

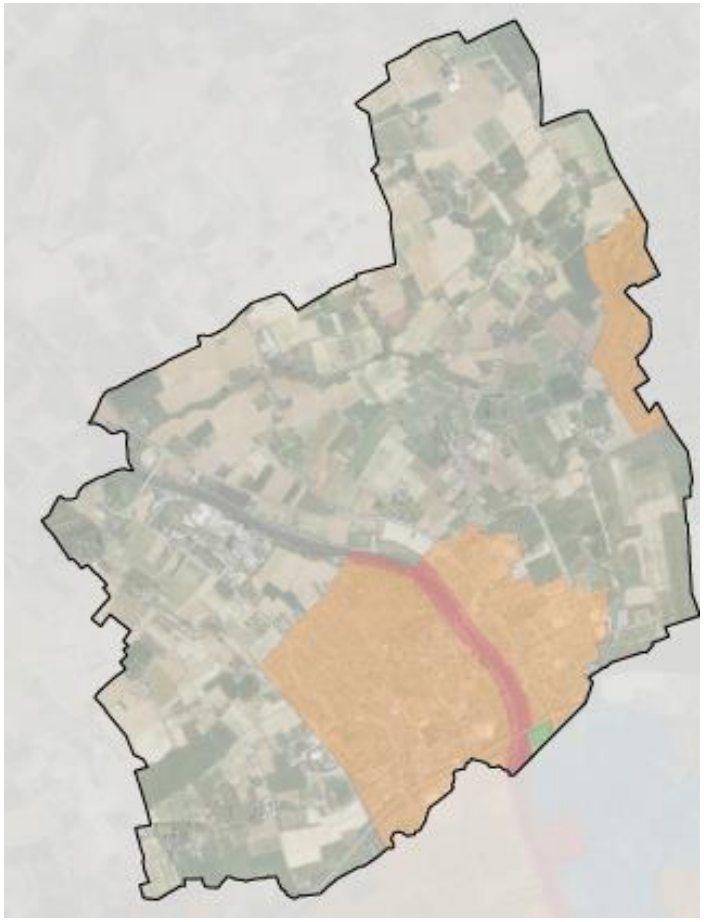


PRINCIPALES MODIFICATIONS /

WAMBRECHIES travail de protection des bords de Deûle

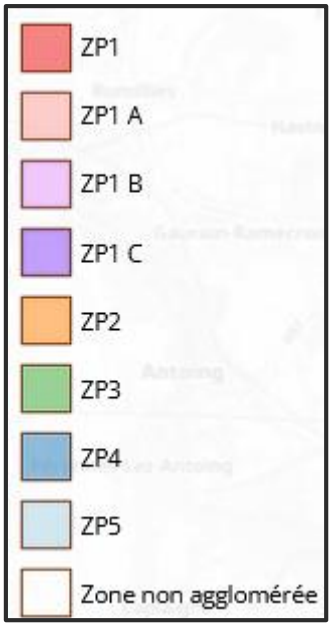


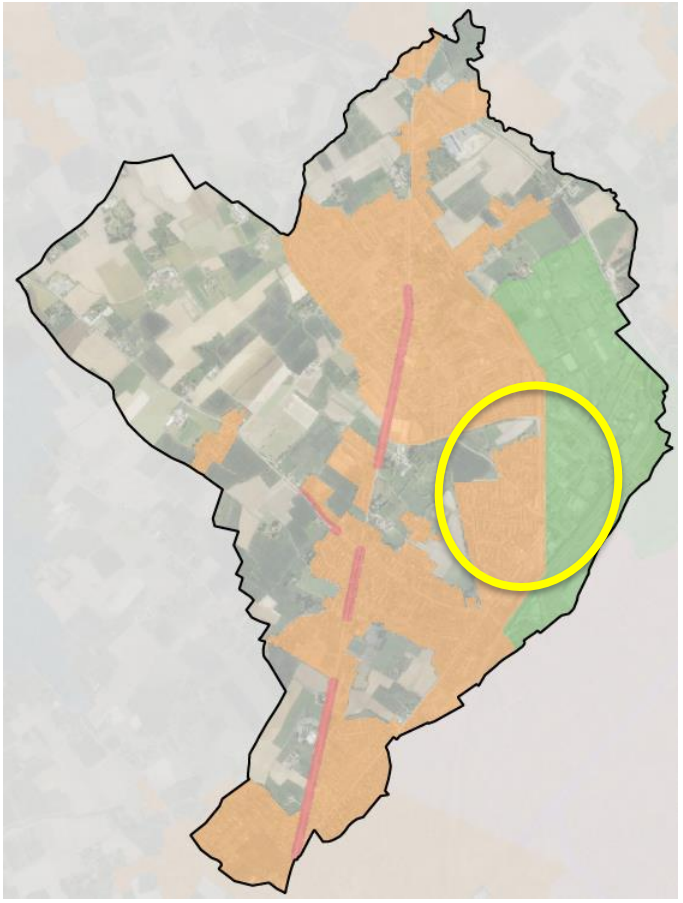




PRINCIPALES MODIFICATIONS /

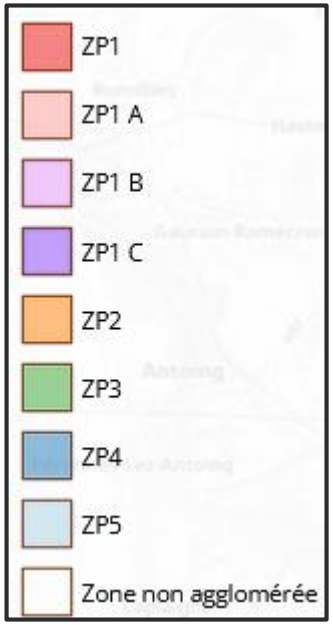
RONCQ Redéfinition limite ZP2/ZP3 pour la zone commerciale nord de l'A22

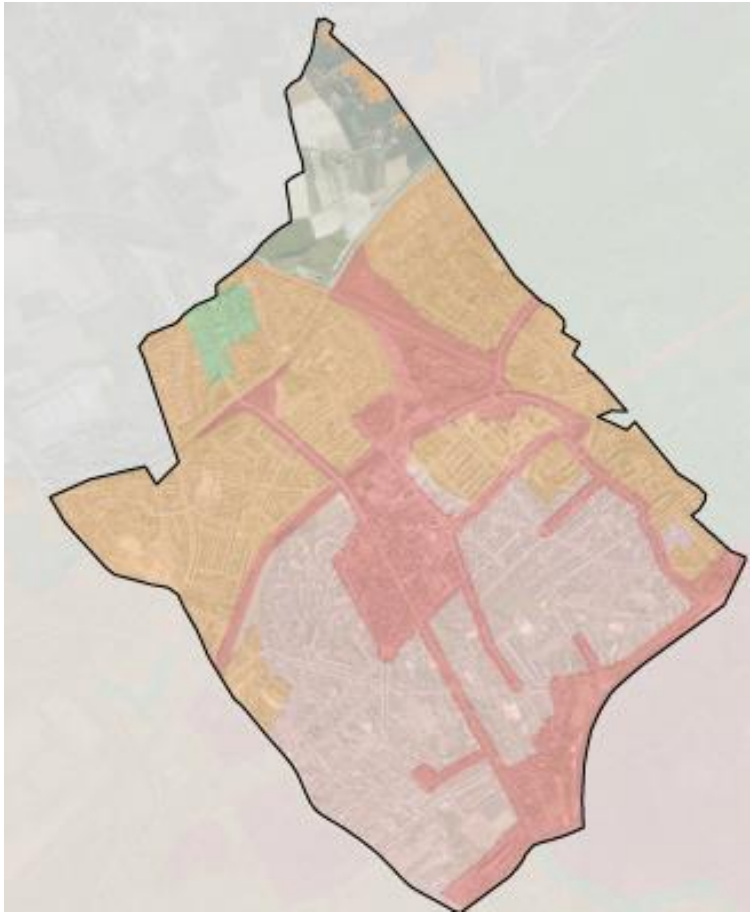


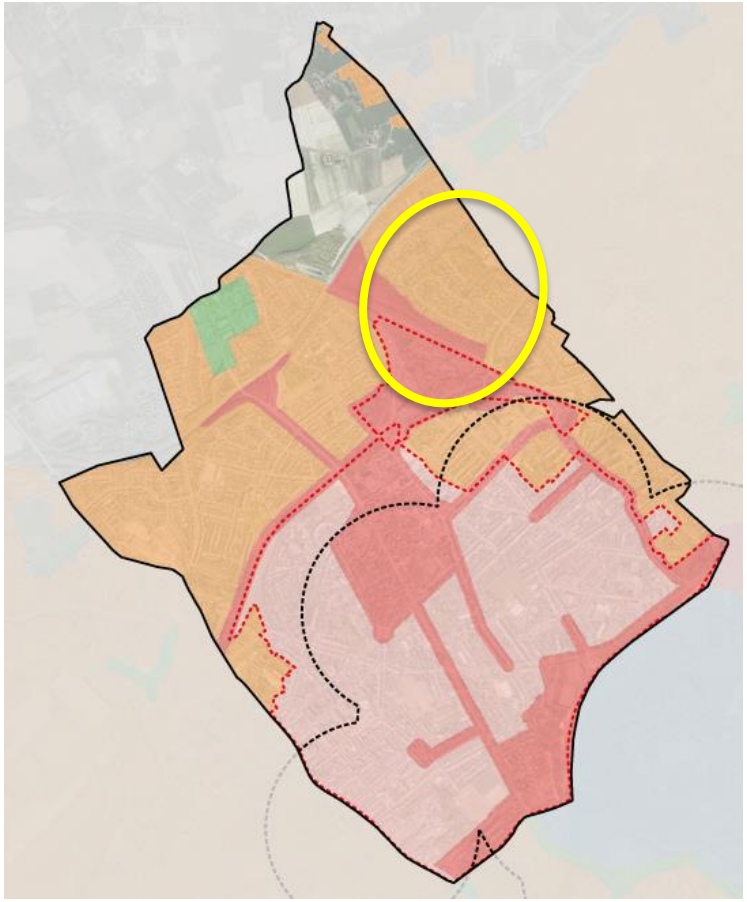


PRINCIPALES MODIFICATIONS /

LAMBERSART retrait ZP1 sur la VINO

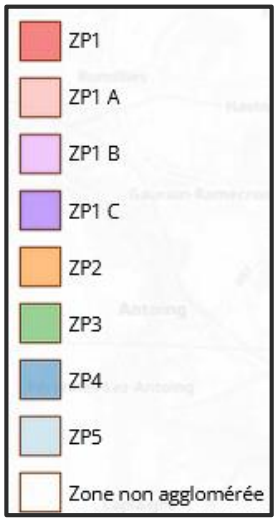






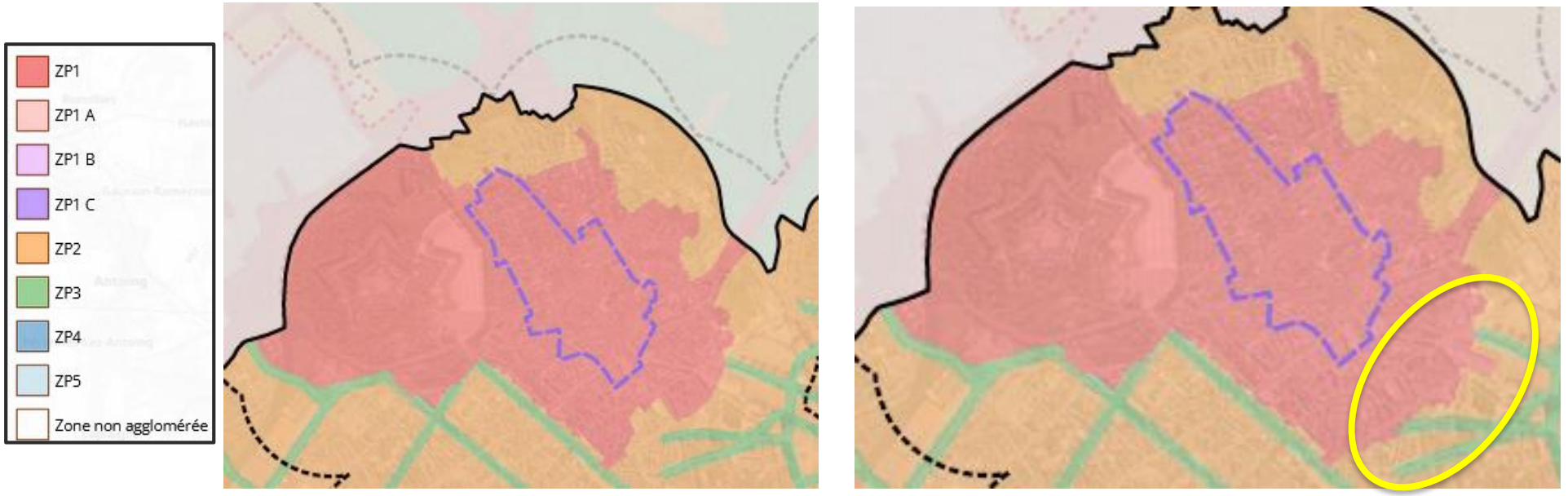
PRINCIPALES MODIFICATIONS /

LOMME



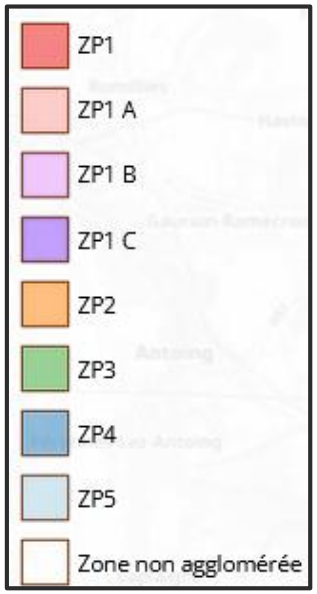
PRINCIPALES MODIFICATIONS /

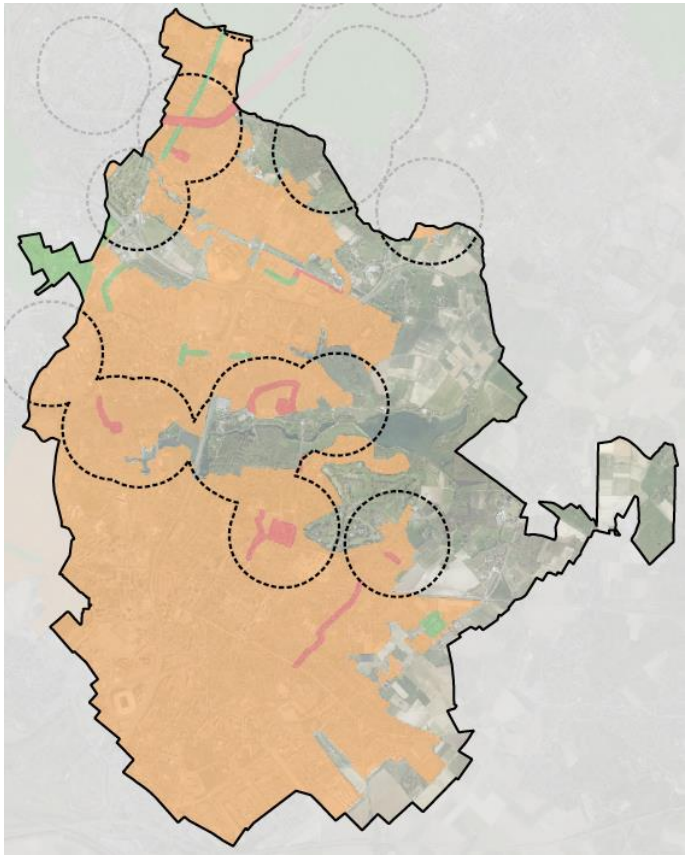
LILLE Extension SPR

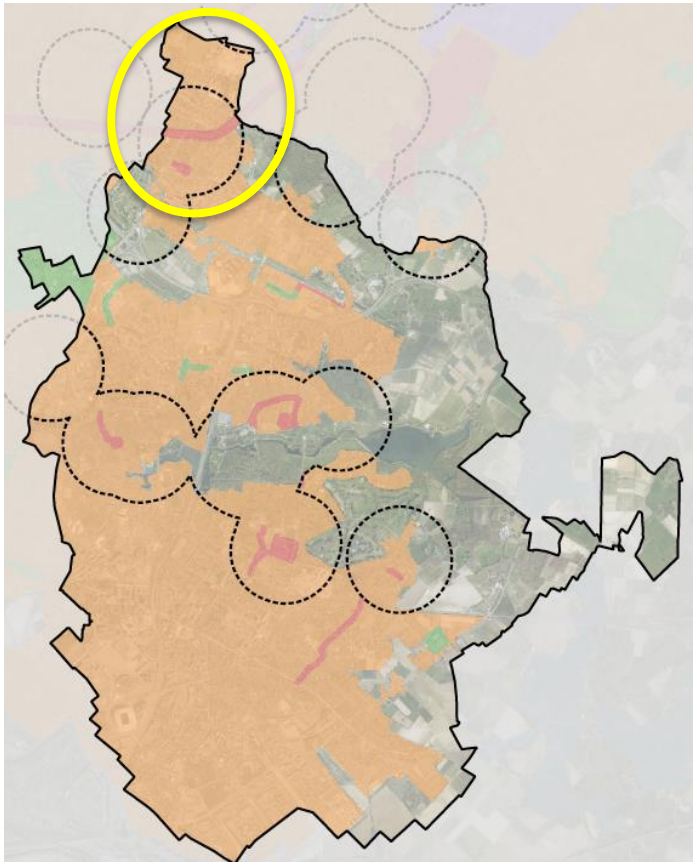


PRINCIPALES MODIFICATIONS /

VILLENEUVE D'ASCQ rue Jean Jaurès







UN PROJET CONCERTE AVEC LES CITOYENS !

POUR VOUS EXPRIMER ET PARTICIPER AU PROJET !

VOUS POUVEZ FORMALISER VOS PROPOSITIONS ET IDEES DANS LE REGISTRE SUIVANT :
https://www.registre-numerique.fr/rlp-mel

UN REGISTRE PAPIER PERMET EGALEMENT AU PUBLIC DE CONTRIBUER AU SIÈGE DE LA MEL DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H À 12 ET DE 14H À 17H.

MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION !

MEL

MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE